

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES

Centre du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), établissement public à caractère administratif,

dont le siège se situe 2 Rue Antoine Charial CS 33 927 - 69426 Lyon Cedex 03

Ci-après désigné "l'acheteur"

**FOURNITURE , LIVRAISON ET MISE EN SERVICE D'UN DRONE
NAUTIQUE DE SURFACE AQUATIQUE POUR LA RÉALISATION
DE MESURES HYDROGRAPHIQUES**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**

Réf : 25-110_M

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ	4
1.1 – Objet	4
1.2 – Décomposition en lots	4
1.3 – Procédure et forme du marché	4
1.4 – Variantes	5
1.5 – Spécifications techniques.....	5
1.6 – Clause sociale.....	5
1.7 – Clause environnementale	5
ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 4 - DELAI D’EXECUTION ET PROLONGATION	6
4.1 – Délai d’exécution	6
4.2 – Prolongation du délai d’exécution.....	7
ARTICLE 5 - CONDITIONS D’EXECUTION	7
5.1 – Responsable chargé du suivi pour le CEREMA.....	7
5.2 – Responsable désigné par le titulaire	7
5.3 - Livraison.....	7
5.4 – Qualité de l’équipement.....	7
5.5 – Emballage.....	8
5.6 – Transfert de compétences	8
ARTICLE 7 - PÉNALITÉS	8
ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHÉ.....	9
8.1 – Nature du prix	9
8. 2 – Contenu des prix	9
8.3 – Actualisation des prix de la tranche ferme et des tranches optionnelles	9
ARTICLE 9 - TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ	9

ARTICLE 10 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	10
10.1 – Avance	10
10.2 – Acomptes - solde.....	10
10.3 – Demandes de paiement	10
10.4 – Modalités de règlement.....	11
10.5 – Unité monétaire	11
ARTICLE 11 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE	11
11.1 – Information et conseil	11
11.2 – Confidentialité	12
11.3 – Protection de la main d’œuvre	12
ARTICLE 12 - OPERATION DE VERIFICATION ET D’ADMISSION DES PRESTATIONS. 13	13
12.1 – Installation et mise en ordre de marche des équipements livrés de chaque tranche .. 13	13
12.2 – Vérification d’aptitude (VA) des équipements livrés de chaque tranche	13
ARTICLE 13 – GARANTIE.....	13
ARTICLE 14 - RESPONSABILITÉ	14
ARTICLE 15 – ASSURANCES	15
ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHE.....	15
16.1 – Résiliation sans faute.....	15
16.2 – Résiliation pour faute	15
16.3- Résiliation pour évènements liés au marché.....	15
ARTICLE 17 – REGLEMENT DES DIFFÉRENTS.....	15

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ

1.1 – Objet

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison et la mise en service d'un drone nautique de surface aquatique pour la réalisation de mesures hydrographiques pour l'Agence de Blois du Cerema.

L'offre de base comporte une tranche ferme et trois tranches optionnelles réparties comme suit :

<i>Tranche</i>	<i>Désignation</i>
Ferme	Fourniture et livraison d'un drone aquatique flottant Fourniture et livraison d'un sondeur mono-faisceau bifréquence Intégration des courantmètres aDcp et du sonar à balayage latéral en possession du Cerema Formation de prise en main du matériel fourni, d'une durée de 2 jours pour un maximum de 6 personnes Garantie d'une durée minimale de 1 an
Optionnelle 1	Fourniture et la livraison d'un Lidar terrestre pouvant être installé sur l'USV
Optionnelle 2	Intégration du sondeur multifaisceaux en possession du Cerema ainsi que la fourniture, livraison et intégration d'une centrale inertielle neuve compatible.
Optionnelle 3	Coût pour l'installation d'un ou plusieurs accessoires/matériels intervenant postérieurement à la livraison du drone

La réponse à l'option n°1 est facultative et les réponses aux options n°2 et 3 sont obligatoires. S'agissant de l'option 2, le titulaire doit répondre soit à l'offre de base soit à la variante, soit aux deux s'il en a la possibilité.

Le contenu et les modalités de la tranche optionnelle n°3 sont décrits à l'article 5.5 du CCTP.

L'affermissement des tranches n°1 à 3 est subordonné à une décision de l'acheteur qui peut intervenir jusqu'au dernier jour de la période de garantie.

Lorsqu'une tranche optionnelle est affermie avec retard ou n'est pas affermie, aucune indemnité n'est due au titulaire.

1.2 – Décomposition en lots

Les prestations ne sont pas alloties car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.3 – Procédure et forme du marché

La consultation est une procédure adaptée conclue conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est un marché de fournitures, conclu à prix global et forfaitaire.

1.4 – Variantes

Le présent marché admet la proposition d'une variante à la tranche optionnelle n°2 de l'offre de base qui constitue une option obligatoire. Le titulaire a toutefois la liberté de choisir entre répondre à la tranche optionnelle n°2 de l'offre de base, de la variante, ou les deux s'il en a la possibilité.

Les spécifications techniques détaillées de la prestation attendue sont exposées dans le CCTP. Cette flexibilité vise à encourager une diversité d'approches et de solutions adaptées aux besoins du présent marché.

1.5 – Spécifications techniques

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP.

Dès lors que le CCTP fait référence, pour la définition des spécifications techniques demandées, à des normes ou des documents équivalents, le titulaire peut prouver par tout moyen approprié que les solutions qu'il propose satisfont de manière équivalente aux exigences définies par cette norme ou ce document.

Certaines spécifications techniques sont décrites comme étant obligatoires et de fait sont intangibles.

1.6 – Clause sociale

Le titulaire est encouragé à recourir à des actions en favorisant l'insertion sociale dans l'exécution du présent marché. Cela peut inclure le recrutement de personnes éloignées de l'emploi (demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification, bénéficiaires de minima sociaux, etc..) ou la sous-traitance avec des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Bien que cette démarche ne soit pas rendue obligatoire, le recours à des structures d'insertion ou l'embauche de ces publics sera particulièrement appréciée par le Cerema dans le cadre du présent marché.

1.7 – Clause environnementale

Le titulaire devra, dans la mesure du possible faire en sorte de veiller dans le cadre de son activité à mettre en place des mesures limitant au maximum l'impact carbone liés à l'exécution du marché.

Le titulaire est ainsi invité au maximum dans le cadre de ses déplacements liés à l'exécution de ce marché à privilégier les transports neutre en carbone.

Le matériel devra dans la mesure du possible être livré avec un minimum d'emballage, ou dans des emballages recyclables ou réutilisables.

De plus, conformément à l'article 7 du CCAG FCS, le titulaire veillera à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier en cours d'exécution du marché sur simple demande du CEREMA.

ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu à compter de sa notification jusqu'à l'admission des prestations.

Le délai de livraison du matériel de la tranche ferme et des tranches optionnelles sera celui sur lequel le titulaire s'est engagé dans son mémoire technique mais il ne pourra aller au-delà de 4 mois après la notification du marché.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
Annexe n°1 financière : DPGF ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
Annexe n°1 : Tableaux des équipements SOM ;
Annexe n°2 : Documents techniques ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les normes françaises homologuées et les normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.
- Le mémoire méthodologique du titulaire.

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION ET PROLONGATION

4.1 – Délai d'exécution

La durée d'exécution de la tranche ferme démarre à la date de notification pour une durée de six mois. La durée d'exécution inclut le délai d'approvisionnement, de livraison ainsi que celui de mise en service, paramétrage, tous les tests et vérifications nécessaires ainsi que la formation. Ce délai sera recalé en fonction du calendrier remis par le titulaire dans son offre.

Les délais d'exécution contractuels sont ceux sur lesquels s'est engagé le titulaire dans son offre sans pouvoir excéder les délais maximum cités ci-dessous.

La durée des prestations est évaluée comme suit :

- ☐ Livraison des matériels : jusqu'à 4 mois maximum ;
- ☐ Mise en service et démonstration *in-situ* : 2 mois maximum après livraison du matériel sur site ;
- ☐ Garantie : au minimum 1 an.

Considérant les tranches optionnelles 1 et 2, le délai d'exécution démarre à l'affermissement de la tranche concernée et ne devra pas excéder 4 mois. Il devra figurer dans le calendrier par défaut dans l'offre technique du titulaire.

Les tranches sont indépendantes et sont soumises individuellement aux délais fixés ci-dessus.

4.2 – Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être demandée par le titulaire dans les conditions fixées par l'article 13.3 du C.C.A.G FCS.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION

5.1 – Responsable chargé du suivi pour le CEREMA

Le suivi technique est assuré par l'équipe Surveillance des Ouvrages et des Milieux (SOM) de la Direction Territoriale Normandie-Centre. Le nom de l'interlocuteur sera désigné à la notification du marché.

5.2 – Responsable désigné par le titulaire

Un interlocuteur unique est désigné par le titulaire au représentant du CEREMA. Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du CEREMA. Il doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement.

5.3 - Livraison

La livraison devra être réalisée dans le délai contractuel prévu par le calendrier remis par le titulaire dans son offre et au plus tard dans le délai tel que fixé à l'article 4 du présent document. La livraison devra être effectuée sur le site de **BLOIS** à l'adresse mentionnée ci-dessous :

CEREMA Normandie Centre – Agence de Blois
11, rue Laplace – CS 32912, 41029 Blois Cedex

La date de livraison sera établie d'un commun accord entre le CEREMA et le titulaire. La livraison du matériel devra être effectuée franco de port et d'emballage sur le site. Les livraisons auront lieu du lundi au vendredi avant 10h00. Les matériels livrés doivent être accompagnés d'un bon de livraison émanant de l'entreprise titulaire.

Le titulaire signalera quinze jours ouvrables à l'avance, la date et l'heure de sa livraison pour permettre au responsable de recevoir les équipements. Il se présentera dès son arrivée, au service de sécurité de l'établissement et se conformera aux consignes qui lui seront données.

Les cheminements et zones de stockage seront indiqués au titulaire en temps utile. Le titulaire devra respecter les procédures d'accès qui lui seront signalées par la personne publique. Le titulaire devra s'assurer pour le choix des camions de livraison des conditions d'accès au lieu de déchargement. Le titulaire est responsable lors des livraisons des dommages éventuellement causés par son personnel aux installations du CEREMA.

5.4 – Qualité de l'équipement

L'équipement livré doit être conforme aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises homologuées et des normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

Les prototypes ne sont pas admis. Le matériel devra déjà être commercialisé.

Le Cerema attire l'attention sur l'obligation de fournir un équipement, neuf et non reconditionné.

5.5 – Emballage

Conformément à l'article 20.2.1 du CCAG/FCS, le titulaire reste propriétaire de ses emballages et à ce titre devra assurer l'évacuation de ses emballages vers une décharge.

5.6 – Transfert de compétences

Le titulaire doit par ses conseils techniques, le concours temporaire de son personnel ainsi que par la communication de tous procédés de travail et de savoir-faire qui pourraient être utilisés par lui dans l'exécution de ses prestations, aider les agents du CEREMA dans l'optimisation de l'exploitation du matériel.

A cette fin, le titulaire devra fournir l'ensemble de la documentation relative au fonctionnement et à l'entretien du matériel objet du marché.

Une formation à l'utilisation et l'entretien du matériel livré sera dispensée par le titulaire pour un maximum de 6 agents.

La formation devra se dérouler sur deux journées :

- Une première journée sur le site de BLOIS, le même jour que la livraison du matériel et des équipements associés afin d'assurer la prise en main et d'effectuer les essais de montage des différents éléments ainsi que la configuration des communications entre les différents appareils.
- Une seconde journée sur la Loire au minimum quatre semaines après la livraison du matériel et la première journée d'essais.

Chacune des démonstrations devra débuter à 10h.

Pour ce faire, le titulaire mettra à la disposition du pouvoir adjudicateur un(des) formateur(s) compétent(s). Le coût de la formation est à décrire dans la DPGF.

La durée, les modalités et le contenu de la formation sont décrites dans l'offre technique du titulaire.

ARTICLE 7 - PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de non-respect des délais le titulaire encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de

la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités ne s'appliqueront pas en cas de fermeture des frontières du pays d'origine du matériel ou Françaises ou en cas d'impossibilité pour le fournisseur de livrer en raison des transporteurs. Le titulaire devra prouver cette impossibilité.

Dans le cadre de l'indisponibilité du matériel dépassant la durée de 15 jours calendaires, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 300 € HT par jour de retard. En cas d'immobilisation dépassant le seuil susvisé, si le titulaire est en mesure de proposer une solution de prêt d'équipement équivalent, la pénalité sera alors limitée au nombre de jours non couverts par ledit prêt.

ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHÉ

8.1 – Nature du prix

Le marché est conclu au prix global et forfaitaire fixé dans l'acte d'engagement.

8. 2 – Contenu des prix

Les stipulations de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-FCS sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels, transport, sujétions et déplacements du titulaire.

Aucun frais supplémentaire n'est pris en compte.

8.3 – Actualisation des prix de la tranche ferme et des tranches optionnelles

Les prix sont fermes et actualisables. Les prix seront actualisés si plus de trois mois s'écoulent entre la date de remise des offres mentionnée au RC et la notification du marché ou l'affermissement de la tranche optionnelle selon la formule suivante :

$$P = Po (I-3 / (Io))$$

dans laquelle :

P est le prix révisé

Po est le prix initial du marché

Io = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix

I = Valeur de l'index de référence I prise au mois de notification moins 3 mois ou d'affermissement des tranches moins 3 mois.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est : CPF 33.20-Installation de machines et d'équipements industriels – FBOD 332000

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres mentionné au règlement de la consultation (RC).

ARTICLE 9 - TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

Le transfert de propriété est réalisé par l'admission des prestations. Le titulaire garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des équipements fournis au titre du marché.

ARTICLE 10 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

Les différents paiements (acomptes éventuels, paiement partiel définitif et solde) s'effectuent dans les conditions fixées par l'article 11 du CCAG-FCS.

10.1 – Avance

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée au titulaire du marché, si les conditions prévues par les articles R2191-16 à 2191-19 du code de la commande publique sont satisfaites et selon les modalités prévues par ces articles.

Le montant de l'avance est de 40 % du montant du marché. L'avance n'est ni révisable, ni actualisable

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

10.2 – Acomptes - solde

Le titulaire sera réglé en deux fois :

- un premier acompte correspondant à 60% du prix global et forfaitaire de la tranche ferme ou des tranches optionnelles à la mise en ordre de marche du matériel
- Le solde, correspondant à 40 % du prix global et forfaitaire de la tranche ferme ou des tranches optionnelles à l'admission des prestations objets de la tranche.

Les différents paiements s'effectuent par dérogation aux conditions fixées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le Cerema.

Si le titulaire accepte de percevoir une avance, elle sera déduite des paiements de l'acompte ou du solde.

10.3 – Demandes de paiement

Les demandes de paiement comportent - a minima - outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de facture ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le numéro de siret ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La désignation des prestations ;
- Le décompte détaillé, en quantité et prix HT, de chaque prestation admise ;
- Le cas échéant, l'application des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G-FCS ;
- La somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- Le taux de la tva légalement applicable et montant total de la TVA correspondant ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;

- L'adresse de livraison ;
- Le Siret du Cerema
- Les références bancaires et moyens de règlement acceptés.

Toutes les factures sont à adresser à l'agent comptable de l'acheteur mentionné à l'acte d'engagement.

Depuis le 1er janvier 2020, toutes les entreprises sont soumises à l'obligation de dématérialisation et doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET, de l'adresse de facturation du Cerema, du numéro de bon de commande, de marché et du code exécutant provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

Toutes les questions relatives à la facturation seront adressées à l'adresse suivante :

sfact.metz@cerema.fr

10.4 – Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. L'acheteur règle sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.
Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur, à l'adresse de facturation de la direction indiquée dans le bon de commande.

10.5 – Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 11 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE

11.1 – Information et conseil

Le titulaire a une obligation permanente de conseil du représentant du pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il s'engage à informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent CCAP.

11.2 – Confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS toutes les informations, documents et données échangés dans le cadre du présent marché sont réputés présenter un caractère confidentiel sans que le Cerema n'ait à signaler ce caractère confidentiel. Seuls les informations, documents ou données signalés comme non confidentiels ou rendus publics par la volonté du Cerema ne relèvent pas de l'obligation de confidentialité.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître.

Les parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par leurs salariés et agents, même après que ceux-ci auront cessés d'exercer leurs fonctions.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

11.3 – Protection de la main d'œuvre

Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du Code du travail.

Il est rappelé que le titulaire est soumis envers son ou ses sous-traitants aux mêmes règles et obligations de contrôle et de vérification en application du Code du travail (travail dissimulé, attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, emploi étranger sans titre ...).

ARTICLE 12 - OPERATION DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

12.1 – Installation et mise en ordre de marche des équipements livrés de chaque tranche

La mise en ordre de marche constituera un préalable aux opérations de vérifications.

L'installation et la mise en ordre de marche sera effectuée par le titulaire, sous sa responsabilité et sans supplément de prix, à une date fixée d'un commun accord avec le Cerema dans le délai fixé au mémoire méthodologique.

L'installation et la mise en ordre de marche seront notifiées par le titulaire, par courrier électronique, à la personne publique, qui en accusera réception dès que la formation aura été dispensée.

12.2 – Vérification d'aptitude (VA) des équipements livrés de chaque tranche

La vérification d'aptitude a pour objet de constater que l'équipement livré sera capable de fournir un niveau de qualité de service suffisant dans diverses conditions d'exploitation, ceci conformément aux spécifications fonctionnelles applicables et prescriptions techniques telles que décrites au CCTP.

Au cours de cette VA, il sera procédé à une série d'essais. Ces essais consisteront à vérifier dans la pratique la cohérence des caractéristiques de l'USV avec celles stipulées dans le CCTP, notamment la fonctionnalité des quatre configurations attendues avec l'intégration du matériel déjà en possession de l'équipe SOM.

La formation devra être dispensée dans les deux mois suivant le prononcé de la mise en ordre de marche et fait partie intégrante des vérifications de VA.

Le délai imparti à la personne publique pour procéder à la vérification d'aptitude est de 2 mois maximum à partir de la notification de la mise en ordre de marche.

À l'issue de ce délai, la personne représentant le pouvoir adjudicateur dispose de 2 semaines maximum pour prononcer sa décision.

Si la vérification d'aptitude est positive, la personne publique rédige un procès-verbal de vérification d'aptitude. Ce procès-verbal vaut admission des prestations à la date mentionnée dans le PV.

Si la vérification d'aptitude est négative, la personne représentant le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement ou de rejet, le délai dont dispose le titulaire pour procéder à une nouvelle livraison est fixé dans la décision.

L'admission du matériel entraîne transfert de propriété à la personne publique et constitue le point de départ de la période de garantie.

À défaut de décision expresse la vérification d'aptitude est réputée prononcée.

ARTICLE 13 – GARANTIE

La durée minimale de garantie (pièces, main d'œuvre et déplacement) d'un an prévu par l'article 33.1 du CCAG FCS s'applique à la tranche ferme et aux tranches optionnelles.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission. Si la garantie constructeur est supérieure, elle s'appliquera.

Cette garantie couvre la totalité des prestations et inclut toutes les réparations nécessaires, voire le remplacement de certains éléments faisant partie intégrante du système ainsi que les opérations qui y sont liées, pour remédier aux éventuels défauts constatés.

La garantie comprend également les interventions demandées par la personne publique en cas de fonctionnement défectueux et la mise à disposition d'un matériel identique ou équivalent jusqu'à la remise en état de fonctionnement normal du matériel initial.

Le mémoire technique précise la durée de la garantie ainsi que la durée de mises à dispositions des différentes pièces.

Les délais inscrits dans l'offre deviendront contractuels. Si le titulaire ne respecte pas les délais prévus dans son mémoire technique celui-ci encourt les pénalités prévues au présent CCAP.

Dans le cadre de l'indisponibilité du matériel dépassant la durée de 15 jours calendaires et en cas de non remplacement par un appareil équivalent sur cette même durée, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 300 € HT par jour ouvré de retard.

Le titulaire a à sa charge, le retrait et le transport aller et retour des équipements réparés ou remplacés ainsi que leur réinstallation.

Durant toute la durée de la garantie, un service d'assistance et de dépannage est également assuré par le titulaire selon les modalités décrites à l'article 8 du CCTP.

En cas de défaillance du titulaire, la personne publique pourra faire appel à un autre prestataire pour assurer les réparations nécessaires aux frais du titulaire. La personne publique sera en droit de remettre au prestataire intervenant à la place du titulaire défaillant dans le cadre et pendant la période de garantie, la documentation qui lui aura été remise par le titulaire afin que ce prestataire assure dans les meilleures conditions possibles les réparations nécessaires.

ARTICLE 14 - RESPONSABILITÉ

Les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement ainsi que les opérations de transport depuis le départ de l'usine jusqu'au lieu de livraison relèvent de la responsabilité du titulaire.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours possible auprès de la personne publique, de tous dommages, dégâts, incendie ou autres causés par sa négligence ou manquement dans l'exécution du marché ou tout autre cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'Etablissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Etablissement et pour les tiers.

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

ARTICLE 15 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze (15) jours à compter du commencement du marché, et avant tout début d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incombent du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHE

16.1 – Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général dans les conditions fixées par le chapitre 7 du C.C.A.G.-FCS.

16.2 – Résiliation pour faute

La résiliation du marché peut être prononcée pour faute du titulaire et peut donner lieu le cas échéant à une exécution aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées par le chapitre 7 du C.C.A.G.-FCS, notamment en cas de non-respect des délais contractuels.

16.3- Résiliation pour événements liés au marché

La résiliation du marché peut être prononcée pour des événements liés au marché, conformément à l'article 31 du CCAG-FCS.

ARTICLE 17 – REGLEMENT DES DIFFÉRENTS

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R.312-11 du Code de justice administrative.

Conformément à l'article 46 du CCAG FCS, le différend devra être préalablement réglé à l'amiable auprès du Comité Consultatif National du règlement amiable.

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable.